

Activités du VPR

Maganga Moussavou sollicite l'implication des opérateurs économiques dans la restauration des écoles



Photo : Ollomo/DCP

Une phase de la réunion avec les opérateurs économiques.



Photo : Ollomo/DCP

Un instantané de la rencontre avec la délégation de la société indienne.

J-C. A
Libreville/Gabon

Le vice-président de la République (VPR), Pierre-Claver Maganga Moussavou, a reçu plusieurs responsables d'entreprises, pour le leur signifier, hier. En deuxième heure par ailleurs, il s'est entretenu avec une délégation d'une société indienne spécialisée dans l'agro-business.

SUITE à la décision du chef de l'Etat de procéder à la réfection des établissements scolaires du pays qui se trouvent en ce moment dans un état de décrépitude avancé, le vice-président de la République (VPR), Pierre-Claver Maganga Mousavou, a convié un certain nombre d'opérateurs économiques, dont Libertis, Airtel, Bricorama, etc., à participer à cet effort national en y apportant leur contribution. C'était, hier à son cabinet, en présence de la ministre de l'Education nationale, Nadine Patricia Anguillet Obame.

Pour Pierre-Claver Maganga Moussavou, on ne peut tout laisser se reposer sur le dos de l'Etat, encore moins en cette période de "vaches maigres". Et au regard de l'état de dégradation des infrastructures scolaires, ces entreprises à vocation citoyenne ne peuvent rester insensibles. «Le ministère de l'Education nationale étant submergé par la dimension du travail à accomplir, il a paru nécessaire de faire participer les partenaires au grand challenge qui consistera en la rénovation des desdites écoles», a déclaré le VPR. Le but étant de permettre aux jeunes d'étudier dans des conditions adéquates.

En réponse, les représentants des entreprises conviées ont déclaré avoir pris bonne note de la demande du VPR et promis de s'en référer à leurs hiérarchies respectives. Celui de Airtel a d'ailleurs renchéri en affirmant que sa maison s'inscrit, depuis un



Photo : Ollomo/DCP

La photo de famille au terme de la réunion.

certain temps, dans cette démarche, à travers la mise en place d'actions citoyennes...

Toutefois, les opérateurs se sont plaints de la charge fiscale qui ne leur permet pas de fournir plus d'efforts en direction des populations les plus vulnérables. Aussi, ont-ils souhaité qu'une réflexion soit faite à ce sujet par les autorités en charge de ce domaine. Ce qui leur permettra, à leur tour, de poser encore plus d'actes solidaires. Car, ont-ils poursuivi, les contrôles fiscaux ne tiennent pas compte des actes qu'ils posent au quotidien en direction des populations.

En guise de réponse, le VPR après avoir admis que des réflexions devront être menées afin de voir dans quelle mesure les entreprises qui posent des actes citoyens peuvent bénéficier d'allègements fiscaux, a promis de saisir le ministre de l'Economie à ce sujet pour qu'il explore les voies et moyens d'accéder à la requête des opérateurs.

La ministre de l'Education nationale, Nadine Anguillet Obame, après avoir remercié le VPR pour son initiative salutaire, a dit espérer que l'invite qui vient d'être faite aux opérateurs économiques trouvera un écho favorable. «Car, a-t-elle dit,

ce sera une aide précieuse qui participera au maintien de la paix civile et de la cohésion nationale dans notre pays». En effet, si les entreprises accompagnent l'Etat dans ses orientations, «de nombreuses réalisations seront possibles», a-t-elle af-

firmé in fine.

Soulignons que sur un tout autre plan, le vice-président de la République, a reçu en deuxième heure, une délégation de Bakshi Overseas, une société indienne spécialisée dans l'agro-business, conduite

par M. Tarun Jain. Il s'agit pour les hôtes de Pierre-Claver Maganga Moussavou d'exprimer aux autorités gabonaises le souhait de leur entreprise de s'installer au Gabon pour investir dans la culture du maïs, du taro, du

soja, de la patate, etc. L'objectif visé ici est de contribuer aux efforts de notre pays pour atteindre l'autosuffisance alimentaire. Ainsi, cette société compte permettre au Gabon de réduire, à hauteur de 15 à 25 %, ses importations des produits alimentaires. Ce qui non seulement permettra au pays de faire des économies, mais également de lutter contre le chômage. Car l'implantation de cette nouvelle entreprise entraînera forcément une création d'emplois.

Aux membres de cette délégation, le VPR a dit que le Gabon reste favorable à toutes les opportunités susceptibles de diversifier son économie.

La délégation de Bakshi Overseas devra poursuivre ses rencontres avec les autorités gabonaises aujourd'hui. Le Premier ministre d'abord, puis le ministre de l'Agriculture après.

Promotion carrelage

jusqu'à -80%

Le bonheur à petits prix

3 Mars
OU
17 Mars

Grès cérame émaille 34x34 à partir de 5 150 TTC le m²

Faïence 10x30 à partir de 4 000 TTC le m²

tel : 02 02 11 11

Batiplus Daben

Zone Industrielle d'Ollomo

Batiplus
GRUPPE B2IMAT
Tout pour la maison, du sol au plafond